

Bulletin Européen

Tribune libre fondée en 1950 par Constantin Dragan

L'EUROPE DES "DIX" N'EST PAS ENCORE L'EUROPE UNIE

Le 23 janvier dernier, les Pays de l'Ouest européen ont crié en chœur: l'Europe des Six est morte, vive l'Europe des Dix! Et ils ont calculé en s'émerveillant qu'ils avaient à eux dix plus d'habitants que l'URSS ou que les USA; que leur production, en termes de produit national brut, dépasse très largement celle de l'URSS et que leur commerce couvre 1/3 des échanges mondiaux, tandis que celui des Américains arrive à peine aux 14%.

Mais il ne faut pas oublier que l'Europe unie n'est pas une affaire commerciale et qu'il ne suffit pas de battre des records démographiques pour être puissant. Sans compter que les chiffres impressionnants sur le papier ne correspondent pas toujours à la réalité; que les USA s'appêtent probablement à déclencher le plus terrible «round» économique de leur histoire pour reconquérir les positions perdues; que les Dix n'ont pas même un embryon de communauté militaire. Enfin, et surtout, il ne faut pas oublier que l'Europe des Dix n'est toujours qu'une Europe amputée d'une partie de ses membres. Si les Dix éblouis par leurs nouvelles perspectives économiques se désolidarisent de leurs frères moins fortunés ou moins libres, ils ne réaliseraient qu'une Europe boiteuse, menacée par tous les désordres dont elle aurait gardé les germes.

La vraie garantie de l'Europe, ce n'est ni la puissance économique des Dix, ni l'union monétaire (qui en est d'ailleurs la condition nécessaire), ni même la Communauté politique vers laquelle les Dix tournent maintenant leurs espoirs. Sa garantie réside dans la cohésion spirituelle qui lui permettra d'affronter un jour les problèmes particuliers de chacun des Pays qui la composent jusqu'à ses frontières orientales, de la Finlande au Nistru, comme s'ils étaient les siens propres: mais non en termes de groupements politiques ou économiques, et en s'efforçant au contraire de les repenser conformément à son unité culturelle profonde. Cette unité qui la distingue jusqu'à ses frontières russo-asiatiques et qui lui a donné la force, malgré ses divisions et ses déchirements, de résister aux ébranlements venus d'un autre continent où l'homme n'est pas considéré comme un être libre, où la tyrannie est tenue pour le meilleur système de gouvernement, à l'intérieur comme à l'extérieur. L'Europe des Dix doit se souvenir qu'elle a inventé mieux que l'acier: la liberté individuelle et son corollaire la liberté et l'indépendance de tous les peuples du continent, qui doit être son premier souci parce que là est le vrai catalyseur de toute l'Europe.

Bulletin européen

En se ralliant au continent...

L'Angleterre pense à l'Europe de l'Est

Dans l'allocution qu'il a prononcée à Bruxelles à l'occasion de la signature de l'accord conclu entre la Communauté Européenne, l'Angleterre, le Danemark, la Norvège et l'Irlande, le Premier Ministre britannique n'a pas oublié les Pays de l'autre partie de l'Europe, ceux de l'Est.

Nous avons souvent dit dans ces colonnes que le droit et la justice nous imposent de nous rappeler que les Pays de l'Est de notre continent, aujourd'hui sous domination soviétique, ne doivent pas être oubliés au moment où l'on jette les bases d'une Europe nouvelle. Le général de Gaulle, puis M. Pompidou ont montré que la France était consciente de cette réalité. Et voici que M. Edward Heath, au moment où il a signé le traité d'adhésion au Marché Commun, a voulu montrer que la Grande Bretagne est consciente elle aussi de l'existence de cette Europe aujourd'hui contrainte de se taire.

Un message de fraternité qui ne s'adresse pas à la Russie

Dans son allocution, M. Heath a déclaré:

« L'Europe est plus que l'Europe occidentale seule. A l'Est s'étend aussi une autre partie de notre continent: des Pays dont l'histoire a été étroitement liée à la nôtre. Nous, en Grande Bretagne, nous avons toutes les raisons de vouloir de meilleurs relations avec les Etats de l'Europe de l'Est. Et nous le désirons sincèrement. Nos nouveaux partenaires sur le continent ont montré que leurs sentiments sont identiques. Par conséquent, nos efforts pourront s'unir dans cette direction ».

Au delà de ces Pays...

Tout en parlant de cette « autre partie de notre continent, des pays dont l'histoire a été étroitement liée à la nôtre ». M. Heath n'a pas oublié de placer les choses dans leur juste perspective en intercalant une phrase significative: « Au delà de ces Pays il y a l'Union Soviétique, une puissance européenne et asiatique à la fois... ». En bon diplomate, M. Heath s'est contenté d'exclure la Russie des pays dont « l'histoire est étroitement liée à la nôtre », en nous laissant la faculté de conclure que son « européanisation » n'est que de convoitise..

Un message fort clair dont les Européens peuvent se réjouir. En quelques mots, M. Heath a formulé le credo de notre civilisation qui s'arrête au Nistru. Au delà, c'est la Russie qui n'appartient pas à « l'autre partie de notre continent ».

Inutile de dire que la presse britannique a presque passé sous silence l'allocution de M. Heath. La presse britannique est encore trop loin de l'Europe et trop soucieuse de ne pas alarmer les Russes. C'est encore la presse du consensus dont le premier bénéficiaire est l'impérialisme soviétique.

C. MICHAEL-TITUS

La fausse Europe des faux martyrs

« On n'emporte pas sa patrie à la semelle de ses souliers »

L'exil est un univers. Un univers spécial qui, dans un sens, se passe royalement de la réalité mais qui, dans un autre, est la création de cette réalité même. C'est pourquoi l'exilé, l'exilé politique, est tantôt un apôtre dont la vision séduit surtout par ce qu'elle a de martyrisant en elle-même, tantôt un pauvre hère « qui n'a rien appris et rien oublié ». En effet, l'exilé politique a été de tout temps l'homme que l'on crucifie et que l'on pleure ensuite assez longtemps pour s'apercevoir qu'il a été crucifié sans clous et qu'il n'a plus, à un moment donné, qu'à descendre de sa croix pour redevenir un homme comme les autres.

Plus l'exil se prolonge, plus la « patrie » de l'exilé devient imaginaire, lointaine, parfaite, d'une beauté que jamais la réalité ne parviendrait à égaler. Le martyr de l'exilé politique consiste en ceci qu'il n'a jamais entièrement tort et jamais entièrement raison, alors qu'il représente dans la vision qu'il a de lui-même et de sa « patrie » l'incarnation absolue d'une justice et d'un système social et politique qui ne souffrent aucune contradiction. Personne ne peut avoir raison contre lui, pas même le temps ni la mort, ces guérisseurs infailibles de tous les maux du monde et des hommes. Il prolonge l'exil dans le temps et il l'emporte dans la mort avec la foi du martyr mais aussi avec la résignation du coupable. Tel

fut l'exilé français des années qui virent l'aube du XX^e siècle tels furent, depuis, tous les exilés qui ont peuplé les époques de cette Europe déchirée par les révolutions et les guerres, tels sont de nos jours les exilés roumains qui représentent à l'heure actuelle l'élite d'une nation qui a contribué si brillamment à faire l'histoire de l'Europe.

La plupart des exilés roumains ont été chassés de leur Pays par la terreur que les Russes avaient instaurée au lieu d'une libération solennellement promise. Tous, à peu d'exceptions près, sont des hommes qui s'opposent au régime communiste: d'aucuns pour des raisons purement politiques, d'autres à cause de leurs principes religieux, et beaucoup au nom de ce que les Roumains appellent « oménie » c'est-à-dire un « sens d'humanité » spécifiquement roumain, une notion tenant en partie des principes chrétiens et en partie issue directement de la tradition latine telle qu'elle s'est développée là-bas, dans les Carpathes et les plaines du Danube.

Un quart de siècle a passé depuis les premières vagues d'exilés roumains. L'exil roumain a atteint sa majorité et à l'heure actuelle il n'y a pas un Roumain qui ne soit fier de ce que cet exil est parvenu à faire pour la renommée de la nation roumaine. Mais ces succès, ces gens de lettres, ces hommes de culture, ces savants et ces techniciens roumains qui se sont intégrés dans divers Pays, signifient à bien des points de vue la transformation de l'exil en imagination coupable, cette imagination qui voudrait que l'exilé ait emporté sa patrie à la semelle de ses souliers.

Rien appris et rien oublié

Lorsqu'il s'agit de la politique roumaine, ces Roumains d'origine ramènent l'exil chez eux à force d'imagination, dans ces Pays auxquels ils se sont intégrés, parmi ces hommes qui ne comprennent rien à leurs rêves. Sous la carapace de sa nouvelle nationalité, l'exilé roumain est devenu à tous points de vue un homme de valeur du Pays qui l'a accueilli, celui qui comprend souvent mieux que ses compatriotes d'adoption la situation politique et sociale du Pays qui l'a fait sien. Dès qu'il s'agit de la Roumanie, cet homme qui a vaincu tant de difficultés pour se refaire une vie, parfois une vie brillante, redevient l'exilé incurable, à la fois apôtre dont la vision reste une vision de martyr et pauvre hère qui n'a rien appris et rien oublié. Toute sa chance de jamais comprendre son pays d'origine, ce pays qu'il croit connaître mieux que tout autre, il l'a jouée sur sa conviction sacrée, inébranlable, anti-communiste. Et, à partir de ce point, la lumière s'éteint.

En réalité, à cause de sa réussite, à cause de son intégration dans la vie d'un autre Pays, ce Roumain d'origine a cessé d'être un exilé proprement dit. Il le prouve quand il prend des vacances dans un pays dont il déteste le régime politique et lorsqu'il parle de la Roumanie comme s'il était un étranger qui y aurait vécu pendant des années, il y a si longtemps. La Roumanie qu'il croit si bien connaître, c'est la « patrie » qu'il a soustraite à la réalité et qu'il a englobée dans l'univers de l'exil qu'il a créé lui-même. Un pays forgé par lui de toutes pièces, pour lui-même ; et, ensemble, ils deviennent de moins en moins vrais, de plus en plus idéalisés.

La Roumanie, aujourd'hui, reste un pays communiste et nul ne songerait à demander aux exilés roumains d'approuver ce régime uniquement parce qu'ils sont d'origine roumaine. Mais la Roumanie d'aujourd'hui soutient une lutte incessante et sans merci pour la réalisation et le maintien de son in-

dépendance nationale. La clef de la réussite de cette lutte c'est avant tout le processus d'industrialisation. Quel que soit le régime politique de la Roumanie elle ne peut acquérir et garder son indépendance que si elle ne reste pas un « pays éminemment agricole ». Elle l'a été par le passé et son indépendance était subordonnée aux « oui » et aux « non » que les grands conseils d'administration de l'Occident prononçaient au profit de leurs marchés. C'est de cet impératif d'industrialisation qu'est née la politique étrangère de la Roumanie d'aujourd'hui et c'est encore cet impératif national qui garantit et garantira à l'avenir l'impossibilité d'un retour à la terreur policière et la reconquête de cette dignité dont les Roumains n'ont jamais cessé d'être conscients à travers les siècles.

Vivre sous un ciel que l'ombre d'un voisin puissant et agressif obscurcit en permanence ce n'est ni facile ni de tout repos pour un Pays de la dimension de la Roumanie. Le sentiment roumain de la dignité doit être tenu en veilleuse et l'indépendance nationale acquiert, dans ces conditions, une valeur inconcevable pour un pays occidental. Pourtant, le monde entier reconnaît à l'heure actuelle que la Roumanie a joué sa propre existence sur cette indépendance nationale qui ne se gagne de nos jours qu'à force de sacrifices beaucoup plus douloureux que les coups de baïonnette.

Une Europe faite de pays indépendants

Aucun pays ne peut se passer « royalement » de l'aide des autres, ne fût-ce qu'une aide morale. Tout homme, toute communauté humaine qui luttent, ont besoin d'encouragement, de cette rumeur stimulante qui décuple les forces du lutteur arc-bouté dans un effort qui dépasse ses possibilités. Ceux qui sont nés et qui ont vécu en Roumanie savent combien peu les régimes politiques altèrent l'âme roumaine. Mais ils savent également combien dangereux a tou-

jours été le voisinage de la Russie pour l'existence physique de la nation roumaine.

Lorsque je me suis décidé à prendre la plume en faveur de l'industrialisation de la Roumanie et de son indépendance nationale, je l'ai fait sans rien changer à mes convictions politiques, pour joindre ma voix à celle de ces Européens qui ne cessent de sonner la cloche d'alarme. Cette cloche d'alarme qui nous dit que ce dont l'Europe de demain aura un besoin absolu, c'est d'être faite uniquement de pays indépendants. Les pantins, qu'ils soient mus par une puissance géante ou par une autre, ne pourraient que précipiter à nouveau l'Europe dans une série de catastrophes qui grossiraient le contingent des exilés de toutes les nuances. Le devoir de tout Européen est de penser en Européen, de se placer au-dessus des blocs et des partis, au-dessus de ses préférences politiques personnelles et d'aider, chacun là où il est et dans son propre domaine, à la réalisation de l'indépendance nationale de tous les pays d'Europe. Je m'élève avec la même décision contre la tentative d'ingérence de la gauche européenne dans les affaires intérieures de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne, ou contre la doctrine de la souveraineté limitée de M. Brejnev.

Nous, les Européens qui avons arrosé la terre de ce continent de la sueur et du sang de nos générations, nous devons dire aux puissances mondiales géantes, aux gauchistes, aux cosmopolites et aux amateurs de la diplomatie des blindés: laissez au peuple de chaque pays le souci de son propre régime politique; c'est à lui que reviennent le droit et le devoir de choisir ou rejeter ce qu'il veut chez lui, d'accepter ou tolérer ce qu'il croit devoir tolérer.

*Les vraies libertés qui n'existent pas encore
ni à l'Est, ni à l'Ouest*

L'Europe a besoin de pays indépendants et c'est l'indépendance nationale qui engendre la dignité, laquelle est à son tour la source des vraies libertés, celles à venir, celles qui n'existent encore ni à l'Est, ni à

l'Ouest. Celles qui ne pourront être conquises qu'en éliminant l'impérialisme et en assurant l'indépendance totale, réelle, de chaque nation.

Le cas de la Roumanie n'est pas un cas de communisme roumain ou un cas purement national; c'est le cas de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne, de la Yougoslavie, de tous les pays et communautés ethniques qui aspirent à l'indépendance, cette indépendance qui leur laisse la liberté de bâtir leurs propres régimes politiques face à face, ensemble ou contre leurs dirigeants ou ceux qui voudraient s'ériger en dirigeants. C'est un cas pathétique et urgent, le cas de la dernière heure de l'Europe.

C'est pourquoi nos sentiments envers tel ou tel régime politique n'ont plus d'importance. La seule chose que nous puissions faire et que nous ayons le droit de faire dans ce domaine, c'est de nous assurer que chez nous, dans nos pays où nous vivons, nous avons un régime de vraies libertés dans le sens où nous l'entendons. Et le pouvons-nous? L'avons-nous obtenu quelque part? Peut-être ça et là, dans les termes du XIX^e siècle, mais nous n'avons pas encore trouvé la définition des libertés du XX^e siècle, et ce siècle est en train de passer. Il ne nous reste pas beaucoup de temps pour en revenir au principe éternel de la dignité et, pour l'Europe, cette dignité commence par l'indépendance de ses nations. C'est peut-être moins clair ou moins logique pour les gens qui vivent sous l'anesthésie des régimes dont le libéralisme cosmopolite mène souvent à la désintégration nationale (Oh! douce désintégration!) mais pour des Pays comme la Roumanie, c'est, hélas! le seul chemin, la seule priorité et la seule clarté possibles, et la Roumanie, ne l'oublions pas, fait partie de l'Europe. A l'Europe elle a donné son sang, sa sueur, son génie et ses morts, ses vertus et ses erreurs, comme toutes les nations. C'est l'histoire.

Et l'histoire de l'Europe nous a au moins enseigné une vérité incontestable: les libertés d'un peuple garanties par les baïonnettes d'un ami finissent par se confondre avec l'oppression imposée par les baïonnettes de l'ennemi!

“NOTRE CONCEPTION SOVIETIQUE DU MONDE...”

La formule figure ingénument en toutes lettres dans la *Pravda*. S'il nous restait encore des doutes, les voici levés: le communisme de Moscou est une « conception soviétique » qu'ils faut imposer au reste du monde. C'est le 13 janvier dernier que le journal russe a tenu ce langage, ajoutant que l'existence de « dissidents » exige une vigilance accrue. Contre ces courants « modernisés » destinés à éroder « notre conception soviétique du monde » il faut tâcher d'inventer de nouveaux arguments car « les vieux ne valent plus rien ».

* * *

Nous plaignons sincèrement les « travailleurs idéologiques » du parti qui sont chargés de cette besogne. Innover sans « dévier » est une tâche ardue et qui demande une imagination hors de pair. Pourtant, conscients de l'impasse où ils se trouvent depuis que les « hérésies » poussent comme des champignons sur tous les points du globe, c'est l'effort auquel les dirigeants soviétiques ont décidé de se soumettre après le Plénum de novembre du Comité central. Contre « l'idéologie bourgeoise », le Plénum estime plus que jamais nécessaire de poursuivre la lutte. Mais comment? Oh! c'est très simple: « en élevant les Soviétiques dans l'esprit du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien ». Une fois les Soviétiques bien dressés, il n'y a plus qu'à les envoyer à travers le monde pour dresser les non-Soviétiques. De cette chanson si bien connue, de ce leitmotiv dont on a déjà tiré tant de variantes, on se demande quels « arguments nouveaux » les « travailleurs idéologiques » pourront bien extraire.

* * *

On comprend que les ouvertures à l'Ouest de M. Brejnev aient engendré, de l'aveu même de la *Pravda*, des aspirations « prématurées et coupables ». Le serpent s'est fait bourgeois et capitaliste mais n'a pas vieilli depuis tant de millénaires et les descendants du couple coupable sont aussi as-

soiffés de nouveautés pérnicieuses que leurs ancêtres. Malheureusement pour le Kremlin, les chasser de l'Éden ne servirait pas à grand chose. Et puis Dieu, lui, pouvait rester seul. Ce qui n'est pas le cas de Moscou.

Figés dans leur « conception soviétique » les dirigeants du Kremlin ne s'aperçoivent pas que le monde change autour d'eux et que ce n'est pas en embaumant leur idéologie, en la plaçant sous globe et en l'ornant des oripeaux que les « travailleurs idéologiques » finiront bien par inventer sous la menace du fouet, qu'ils parviendront à en faire l'idole sacrée autour de laquelle viendront s'agenouiller tous les peuples. Encore que certains partis communistes professent à l'égard de Moscou un loyalisme aveugle, ce ne sera pas toujours de bon gré qu'ils se rassembleront pour chanter en chœur les louanges de « notre conception soviétique » du monde. Le jour n'est pas éloigné où le mot « soviétique » perdra tout son pouvoir magique, les sortilèges n'ont qu'un temps au delà duquel ils n'opèrent plus. Ils ont beau « diriger » également savants, laboratoires et techniciens, les hommes politiques moscovites restent encore englués dans une vision depuis longtemps dépassée. A l'époque où les Etats indépendants - ou qui se veulent tels - germent sur tous les continents, où des centaines de minorités ethniques revendiquent légitimement leurs origines, leurs cultures, leur originalité, en un mot leur propre « conception du monde », la soviétique ne sera bientôt plus qu'une vision paroissiale, bonne tout au plus à berner l'idiot du village.

* * *

La population du globe qui est actuellement de 3.623 millions d'âmes doublera dans trente ans. Cette progression atteindra dans les délais les plus brefs des proportions vertigineuses à mesure que la mortalité diminuera et que le nombre des êtres capables de procréer augmentera. Même en admettant qu'une politique contraceptive

planifiée parvient à réglementer la prolifération des humains on prévoit déjà qu'elle ne pourra opérer efficacement que dans des limites relativement restreintes et surtout dans les pays hautement civilisés et industrialisés. Dans ces perspectives gigantesques, « notre conception soviétique » du monde ne manquera pas de paraître parfaitement indigeste aux millions d'hommes des nouvelles générations nées sous un ciel qui

n'est pas celui de Moscou. M. Brejnev et ses compagnons devraient s'efforcer d'élargir un peu leur vision: dans quelques années, s'ils conservent leur credo et leurs méthodes, « soviét » et « soviétique » ne seront plus que les symboles du provincialisme bourgeois, sectaire et borné contre lequel ils prétendent s'insurger.

A. P. G.

L'AUPELF: cent universités de 24 Pays

Une expérience de grand intérêt

Plusieurs manifestations officielles ont été organisées à Paris le mercredi 15 décembre, à l'occasion du dixième anniversaire d'une des plus dynamiques organisations de coopération universitaire: l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF). Au cours d'un déjeuner, M. Olivier Guichard, ministre de l'éducation nationale, a rendu hommage à l'action passée de cette association à la fois « communauté internationale d'universités et organe privilégié d'une communauté linguistique » et « lieu de rencontre d'institutions qui, plus que d'autres, doivent continuellement se mettre en question ».

A cette occasion, le ministre a déclaré qu'il était intéressé par « l'idée d'une création d'une université francophone internationale », bien que sa mise en oeuvre puisse être « difficile ». « Il faut, a-t-il déclaré, étudier cette question de façon approfondie et rigoureuse ».

Fondée en septembre 1961 à Montréal, l'AUPELF groupe actuellement une centaine d'universités de vingt-quatre pays. Ses activités sont orientées dans trois directions principales: diffusion des informations, échanges, mouvements des personnels universitaires.

L'AUPELF publie plusieurs revues périodiques consacrées à l'actualité des universités qui la composent, aux thèses de doctorat soutenues devant elles, ainsi qu'un répertoire des cours d'été. Elle a publié d'autre part un important répertoire des « équivalences de titres, de di-

plômes et de périodes d'études » entre les universités de langue française. Enfin, elle a créé un service de microreproduction qui diffuse auprès des universitaires qui le désirent des ouvrages anciens ou introuvables.

Depuis sa création, l'association a organisé de nombreux colloques consacrés aux principaux problèmes qui se posent aujourd'hui aux universités. Elle favorise aussi la circulation des universitaires en diffusant des informations régulières sur les vacances de chaires dans les institutions membres. Afin d'aider dans leurs recherches des universités du tiers-monde, l'AUPELF a créé en 1967 le Fonds international de coopération universitaire, qui a attribué, de 1968 à 1970, des subventions de 2,5 millions de francs.

Un programme ambitieux

Le programme de l'AUPELF pour les prochaines années est fort ambitieux, puisque l'association prévoit, entre autres, de s'intéresser à la formation permanente et à l'innovation pédagogique, aux problèmes de gestion des universités, aux relations entre l'université et l'économie, à la circulation de l'information scientifique et à la pluralité des cultures. A propos de ce dernier point, l'AUPELF souhaite examiner la possibilité — que M. Guichard n'a pas écartée — de créer une université francophone internationale.

M. de la Ventolière

Marché aux puces ou Musée Grévin ?

Eh oui il faut bien rire, faire contre mauvaise fortune bon cœur et dire à nos chers hommes politiques qu'ils ne sont pas aussi modernes qu'ils veulent nous le faire croire ou, peut-être, qu'ils le croient eux-mêmes.

En effet, si l'on prend des exemples à gauche et à droite, on découvre facilement que nos hommes politiques et nos hommes d'État n'ont pas seulement le défaut de n'être guère brillants — chose dont on ne saurait trop leur tenir rigueur à notre époque d'indulgence plénière pour les plus faibles, les moins doués et les bons sauvages. Hélas, le défaut inquiétant de nos « mandarins » enkystés comme des punaises dans le corps politique de l'Europe, microbes que nous avons attrapés, grâce à la démocratie, comme une maladie contagieuse, ce défaut, c'est d'être presque tous des hommes du passé. Des résidus pathétiques d'une autre vie, le bric-à-brac d'une foire aux puces ; des figures de cire, vestige d'une existence antérieure. C'est selon le cas, tantôt la foire aux puces et tantôt le musée Grévin, ou même les deux à la fois.

Que dire, par exemple, de ce bon monsieur Brejnev qui, dans les années 70, arrive avec sa gentille petite idée d'un Commonwealth socialiste ? Il est prude, ce monsieur Brejnev car, ne voulant pas appeler les choses par leur nom, il a recours à des euphémismes et quoi de plus simple que de puiser dans le trésor de la foire aux puces de la politique européenne ? A l'heure où l'Angleterre veille avec une solennelle naïveté auprès du cercueil du Commonwealth britannique, à l'heu-

re où l'association des Pays d'Outremer se traduit pour la France en notes à payer plutôt qu'en politique effectivement concertée, à l'heure où même les plus petites minorités ethniques d'Europe militent pour un statut international qui leur garantisse l'autonomie la plus étendue, ce brave M. Brejnev voudrait bien jouer — quarante ans après — les Joseph Chamberlain. Que M. Brejnev veuille tâter un peu du banditisme de Papa Staline, je veux bien — tous les bandits finissent par rencontrer la police ou par se casser le cou — mais qu'il manque à tel point d'imagination, ma foi, c'est presque à en pleurer ! il y a dans la trouvaille qu'il vient de faire dans la vitrine des « occasions » tant de ridicule que l'on cranit presque d'être impoli en la mentionnant deux fois.

Mais M. Brejnev n'est pas le seul, hélas ! Tout récemment, M. Wilson, chef de l'opposition de Sa Majesté Britannique, a poussé la candeur jusqu'à proposer une « trouvaille » de même fraîcheur aux Communes et au monde entier. De quoi s'agit-il ? Mais du Commonwealth, bien entendu ! On réunit la République d'Irlande et l'Irlande du Nord pour en faire une seule et indivisible république (Oh ! ce XIXe siècle !) après quoi on fait entrer cette république dans le Commonwealth britannique, en lui faisant reconnaître Sa Majesté pour chef suprême !

Chacun sait que je ne calomnie pas M. Wilson. Il y a même eu des journaux et des hommes politiques qui n'ont pas ri. Ils trouvent cette idée formidable. Ils me rappellent

ma vieille tante qui revenait du marché aux puces, triomphante, avec un lustre destiné à finir quelques jours plus tard à une vente de charité de la paroisse ou dans le grenier aux trésors où les gosses jouent quand il pleut.

Arrêter ici mon Grévin serait injuste et prématuré. Il ne faut pas oublier Herr Brandt. Bien qu'il ne soit pas « le diplomate le mieux habillé d'Europe », il ne nous en propose pas moins le sourire d'Anthony Eden. C'est sa trouvaille à lui, qui date du bon vieux temps où l'homme de bonne volonté était encore capable d'influencer la politique en Europe. Le « lustre » de M. Brandt, c'est tout simplement un charmant sourire vers l'Est. Il sourit au mur de la honte, il sourit aux barbelés qui font saigner le corps de l'Allemagne et de l'Europe, il sert les mains à Moscou et se met à genou en Pologne. Quand donc?

Mais à l'époque où M. Brejnev parle du Commonwealth, où l'Allemagne de l'Est tient son parlement et son gouvernement à Berlin tout en interdisant de pareilles fantaisies à l'Allemagne Fédérale. Et M. Brandt signe, signe et sourit. Il a trouvé son « lustre » dans l'arsenal diplomatique européen. Lui, il sourit. Les autres appliquent la doctrine d'un pas en avant, deux pas en arrière. Chacun y trouve son compte, mais pas le peuple allemand.

C'est un peu la vie dirait M. Mitterrand, Prenez son cas: homme de bonne volonté, M. Mitterrand a essayé de tout. Nous avons lu une fois dans « Paris Match » qu'il avait commencé à droite. La guerre l'a mené inévitablement vers les gaullistes, mais comme la IV^e République n'était pas gaulliste, M. Mitterrand devint radical ou quelque chose de ce genre. Onze fois ministre — ce qui n'est pas un mauvais record, même pour la IV^e République. Mais voilà que la Xe République n'a pas de portefeuille pour tout le monde, alors M. Mitterrand s'achète au marché aux puces une « nouvelle » raison d'être politique: le « socialisme ». Et encore le socialisme qu'il a trouvé, quoique d'occasion, est-il encore en bonne condition. Il date des

années 30, mais « ça marche encore ». M. Mitterrand avait même trouvé au marché aux puces le « front populaire »... mais cette « trouvaille »-là était tout de même un peu trop rouillée et abîmée... quoique... sait-on jamais? M. Mitterrand est aussi bricoleur à temps perdu.

Il ne ressemble pas à M. Lecanuet qui préfère les occasions des boutiques qui vendent du faux ancien. C'est ainsi qu'i a découvert un centrisme bien ancien, de style Kennedy. Le garçon épatant, mais le garçon du coin (« The local boy » disent les Américains quand ils parlent de Kennedy). Qu'est-ce que l'on offre? Mais le cafouillage, bien entendu, une « baie de cochons », tout au long, avec des mégaphones et des majorettes. Au fond, comme feu Kennedy, M. Lecanuet a refourbi, lui aussi, le centrisme du temps des majorettes et même des suffragettes. Beaucoup de son, mais peu de lumières! Quant à l'Allemagne de l'Est elle s'est à peine débarrassée de ce brave M. Ulbricht, un « soldat bolchevick » dont la casquette et la veste de cuir allaient de pair avec son intransigeance super-staliniste qui gênait même les Brejnev. M. Ulbricht était de ceux qui apprennent très bien. Malheureusement il n'était capable d'apprendre qu'une seule leçon.

Pour lui, même Staline était « un nouveau »: il en était resté à Pléhanov et au Congrès de la II^e Internationale (la foire aux puces des Communistes).

La liste pourrait s'allonger interminablement car le marché aux puces est toujours très fréquenté — par des gens de tout acabit et même par des gens bien. L'ancien a toujours été et continuera à être à la mode et quand on ne peut pas se permettre la pièce authentique, la brocante fait toujours l'affaire. Quant au Musée Grévin, ma foi, il n'y a qu'à regarder autour de soi pour voir combien de vivants sont déjà comme coulés dans la cire!

A plus forte raison nos mandarins. Car, lorsqu'ils ne sont « pas trop brillants », il leur reste la solidité, la solide immobilité de ce qu'ils n'ont pas oublié.

VALEUR ET PROMOTION DES ET

M. Guy Héraud, Président du Parti fédéraliste européen de France, professeur de droit à l'Université de Strasbourg, est aussi une autorité reconnue pour tout ce qui concerne l'étude des ethnies et minorités. Doyen de la Faculté de Droit de Hanoï de 1949 à 1952 et Directeur de la Faculté de Droit de Maroc de 1952 à 1956, il est aussi le Directeur du Centre de Recherches sur l'URSS et les Pays de l'Est, professeur à l'Institut Européen des Hautes études Internationales de Nice et au Collège d'études fédéralistes d'Aoste. Membre de l'Association internationale pour la défense des langues et des cultures menacées et co-directeur de la revue *Europa Ethnica* (Vienne), il est l'auteur de divers ouvrages du plus haut intérêt pour l'histoire et la construction de l'Europe. Citons, notamment: « L'Europe des Ethnies » (Presses d'Europe, Nice), « Popoli e lingue d'Europa » (coll. *Europa Una, Ferro, Milano*) « Peuples et langues d'Europe » (Denoël, Paris), « Projet de Convocation d'une Assemblée Constituante Européenne » (Congrès du Peuple européen, 1956).

LA SUPPRESSION DE LA CONDITION MINORITAIRE, CETTE HONTE DE NOTRE CIVI

Dans les premiers temps de la psychologie scientifique, on considérait la multiplicité des langues comme autant de versions différentes, purement conventionnelles, d'un seul et même *langage* humain. Telle était par exemple l'opinion d'un Henri Delacroix.

Autant de langues, autant d'univers irréductibles

Aujourd'hui tout a changé. Psychologues et linguistes contemporains surenchérisent les uns sur les autres dans leur zèle à démontrer que la langue est une *dimension de l'esprit*, que chacune ouvre sur un univers culturel irréductiblement original. Un des premiers à s'être engagé dans cette voie est le celtologue allemand, *Leo Weisgerber* (1). « Le verbe, écrit-il, fait passer l'être du monde inérieur dans la réalité consciente du monde extérieur ». Alexandre de Humboldt disait déjà cela, au XIX^e siècle, en parlant de « reconstruction du monde dans le royaume de l'esprit »... mais on le considérait, depuis, comme un « romantique »! Pour Weisgerber la langue spécifique, celle qui façonne le monde mental de l'individu, c'est la *langue maternelle*; car c'est par elle que s'accomplit « le premier processus d'accommodation au monde »; aussi « laisse-t-elle un pli indélébile qui imprègnera la personne toute sa vie. Les autres langues apprises l'influenceront mais ne

sauront transformer la spontanéité acquise » à travers et par la langue maternelle. Leo Weisgerber conclut logiquement à l'importance de la *communauté linguistique* « puisque c'est en elle que l'homme développe sa vie spirituelle ». « Chaque communauté linguistique a sa vie culturelle propre, qui comprend le style de vie, les arts, la philosophie ». La vie culturelle n'est pas autre chose que « la construction de l'univers spirituel, son entretien, son développement ». La culture, prestation collective, ne peut être que l'oeuvre d'une communauté. Or cette communauté ne saurait être l'Etat — entité abstraite et souvent plurilingue — mais seulement l'ensemble des hommes de même langue nonobstant les frontières politiques qui les divisent.

Le grand romaniste suisse, *Walter von Wartburg*, ne pense pas autrement. Pour lui, la langue « constitue un système d'expressions total et achevé qui mène une existence virtuelle dans la totalité des individus ». Or quels sont ces individus? — Non pas les citoyens d'un même Etat (qui souvent ne parlent pas la même langue) mais la *communauté linguistique*. « La Communauté linguistique est une des formes et probablement la plus importante de toutes les communautés; c'est elle qui ouvre l'accès aux domaines de l'esprit et de la culture » (2). De ce point de vue donc, il y a, « dans ce qui est le plus important », plus de rapports — parfois inconscients, souvent

THNIES

par
Guy HERAUD

Président du parti
 fédéraliste européen
 de France



LISATION

méconnus voire rejetés par ceux-là mêmes qui les subissent — entre un Français francophone, un Wallon, un Suisse romand et un Valdôtain qu'il n'y en a entre ce même Français et ses « concitoyens » basques ou bretons, entre le Wallon et son « concitoyen » flamand, entre le Romand et l'Alémanique, entre le Valdôtain et l'Italien. De même, les habitants du Tyrol du Sud appartiennent au monde germanique, tandis que les Tessinois font partie, eux, de l'*italianità*.

Quant aux dialectes et patois, « ce sont tous les idiomes en usage dans le groupe considéré, usage limité d'ailleurs le plus souvent au commerce oral ». Il en résulte que la communauté dialectale ou patoisante n'est pas extérieure mais intérieure à la Communauté linguistique. Cela suffit à condamner scientifiquement l'attitude de la plupart des Etats, qui s'ingénient à séparer le dialecte de sa langue de culture, afin de l'isoler et de le faire dépérir pour pouvoir finalement l'étouffer sans cris.

Autant de langues, autant de civilisations

Les savants français (à défaut de l'opinion publique qui présente, comme il se doit, un certain décalage sur les acquisitions les plus récentes de la recherche objective) rejoignent largement les positions ci-dessus. Ecoutons plutôt *M. Georges Mou-*

nin, professeur à l'Université d'Aix-en-Provence: « Cette idée que chaque langue découpe dans le réel des aspects différents — négligeant ce qu'une autre langue met en relief, apercevant ce qu'une autre oublie — et qu'elle découpe aussi le même réel en unités différentes — divisant ce qu'une autre unit, unissant ce qu'une autre englobe — est devenue le bien commun de toute la linguistique actuelle: les langues n'analysent pas de la même manière une même donnée objective ». Autant de langues, autant de civilisations. « Ce ne sont pas seulement les mondes linguistiques qui sont étrangers les uns aux autres, mais les mondes culturels. Les civilisations semblent aussi incommunicables que les langues ». « On peut admettre, en conclusion, déclare M. Mounin que *l'existence de cultures ou de civilisations différentes constituant autant de mondes bien distincts est une réalité démontrée* » (3).

Un lien qu'il est criminel d'altérer et de détruire.

Quant à *M. André Martinet*, le célèbre linguiste de la Sorbonne, il s'insurge contre cette conception du langage, qui le réduit à un simple moyen de « communication ». Le langage remplit encore trois fonctions: une fonction de « support à la pensée », une fonction d'« affirmation personnelle » et une

« fonction esthétique ». Si la fonction de « communication » peut être, à la rigueur, identiquement accomplie en n'importe quelle langue, les trois autres rôles sont diversement rendus par les différentes langues (4). Chaque langue apparaît ainsi, pour ses propres locuteurs, comme un lien irremplaçable; un lien, ajoutons-nous, qu'il est criminel d'altérer et de détruire.

Faut-il citer encore d'autres auteurs? (5) Les Américains, par exemple, tel *Whorf* écrivant dans une étude, au titre à lui seul symptomatique (6): « La pensée suit un réseau de voies frayées dans un langage particulier, une organisation qui peut orienter systématiquement vers certains aspects de la réalité, certains aspects de l'intelligence et écarter systématiquement d'autres aspects mis en valeur par d'autres langages ». Suit cette remarque extrêmement intéressante: « *L'individu est tout à fait inconscient de cette organisation et il est complètement enserré dans ces liens infrangibles* ». Voilà pourquoi tant de minoritaires, endoctrinés par l'Etat, façonnés par les habitudes, acceptent sans protester les violences de l'assimilation, pourquoi ils se montrent parfois « nationalistes » que leurs propres maîtres; on mesure à travers cette passivité et ces outrances masochistes l'effet de déstructuration psychique de l'aliénation subie, et parfois apparemment désirée. Comment en serait-il autrement si la langue et l'ethnotype ensèrent l'individu dans un réseau « de liens infrangibles »?

...à moins de vouloir bafouer la justice

L'ethniste occitan *M. François Fontan* est encore plus explicite (7). La langue façonne, dit-il, exprime le tréfonds de la conscience ethnique. Quand, par assimilation, une langue étrangère s'ajoute, puis se substitue, à la langue originelle, le subconscient ethnique n'en est pas pour autant modifié. Il faudra de nombreuses années, des siècles même, pour que les structures de la langue imposées et l'environnement étatique nouveau refaçonnent la « personnalité de base » (8) du groupe ethnique et rétablissent ainsi une harmonie rompue. Entretemps la

minorité ethnique, superficiellement « assimilée », mènera une existence inadaptée. Les fruits amers de ce traumatisme sont innombrables et atteignent tous les domaines: tarissement de la production littéraire, affaissement moral, repliement sur soi, voire alcoolisme, prostitution, suicides (9). Très logiquement, *M. François Fontan* réclame, pour les ethnies et fragments d'ethnie assimilés, *le retour à la langue ethnique*, estimant à quelque 250 ans le délai nécessaire à une assimilation en profondeur. Même si l'on discute ce chiffre, on ne saurait nier la longue période d'*inadaptation psychologique et sociale* qui frappe les ethnies déposées de leurs langues. La conséquence pratique tirée par *M. Fontan*, c'est-à-dire cette « *restitutio in integrum* » de l'ethnie mutilée, ne souffre, elle, aucune discussion... à moins de vouloir nier la science et bafouer la justice.

Un principe que les Etats ont paralysé toutes les fois qu'il aurait pu servir

Certains se révolteront, d'autres seront sincèrement surpris devant cet aperçu des conclusions de la science contemporaine dans le domaine de la linguistique et de la psychologie ethnique. Que d'idées à revoir, en effet, au vu de ce savoir nouveau! Le fameux principe subjectif: « La nation, un libre choix », principe si cher à Renan et aux penseurs du *Risorgimento* risque en effet d'être remis en question. Si sa valeur « démocratique » est grande, sa valeur « scientifique », dans le cas des minorités soumises à l'assimilation linguistique, aux pressions, aux intimidations, au martèlement inlassable des propagandes étatiques, se trouve réduite à néant. Faut-il le regretter? Les gouvernants ne cessant de bafouer le fameux « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » — dont pourtant ils se réclament dans toutes leurs déclarations et professions de foi (10) — constatons qu'on ne perdrait pas grand chose à abandonner un principe que les Etats ont paralysé toutes les fois qu'il aurait pu servir: c'est-à-dire en présence de minorités non encore complètement assimilées, comme le Val d'Aoste

en 1945, comme le Tyrol du Sud aujourd'hui encore, comme Eupen-StVith, comme le Kosovo ou des nations telles Euzkadi, la Catalogne, le Kurdistan, le Biafra.

La seule attitude à la fois scientifique, logique et juste, nous la condenserons en deux propositions :

1) L'Etat doit accorder le *droit d'auto-disposition* à toute population non aliénée qui manifeste un désir d'indépendance (11) ;

2) L'Etat doit *respecter strictement la langue ethnique* des populations qu'il retient dans sa zone de souveraineté (et, avec la langue: la culture, les traditions, l'enseignement objectif de l'histoire).

Des produits d'importation imposés par l'ethnie dominante

Pour cela, on doit accorder à cette langue (et à cette culture) une part au moins égale (à l'école, dans l'administration, dans l'armée, à la télévision, au cinéma, dans la rue...) à celle réservée à la langue (et à la culture) de l'Etat. Car ces dernières sont, ne l'oublions pas, en territoire minoritaire, des *produits d'importation imposés par l'ethnie dominante* (12).

On veillera aussi à ce qu'une immigration « providentielle » ne vienne pas noyer irrémédiablement le groupe minoritaire.

Hors de ces deux principes il y aura toujours en Europe deux catégories de peuples: des peuples colonialistes et des peuples colonisés. Il n'est pas nécessaire en effet d'avoir la peau colorée et de vivre sous la juridiction d'un « gouverneur de colonie » pour jouir du statut de colonisé. Si l'Europe s'endort dans l'inconscience de sa « bonne conscience », notre continent sera le dernier refuge d'un mode abhorré de domination de l'homme par l'homme.

La désaliénation des minorités se produira coûte que coûte

La désaliénation des minorités se produira coûte que coûte. Mais c'est à nous de faire en sorte que ce soit dans l'ordre et la paix. Au lieu de laisser chaque peuple ou

groupe ethnique arracher par la violence, à l'Etat qui l'opprime, la conquête de ses droits (Irlande du Nord, Euzaki-Sud, Kurdes, Azanian, Bengalis, etc...), nous avons un intérêt pressant à mettre partout en place dans le monde, à commencer par l'Europe, des Fédérations continentales qui organiseront les procédures nécessaires à la mise en jeu de l'auto-détermination des peuples et en contrôleront le fonctionnement.

A toutes les raisons qui militent en faveur d'une Europe unie, il convient donc d'ajouter encore celle-ci: *la suppression de la condition minoritaire*, cette honte de notre civilisation.

Au moment de mettre sous presse nous parvient le N. 2/3 septembre 1971, de la Revue *Ethnopsychologie* (BP 258 F 76 Le Havre). On y lira, entre autres contributions de premier plan, l'excellente étude du professeur Guy Michaud « L'ethnie » pp. 193-204.

(1) Voir entre autre: *Das Wort en der Welt als sprachliche Aufgabe der Menschheit, Sprachforschung I, Arbeitsgemeinschaft für Forschung des Landes NR 1955 et Sprachenrecht und europäische Einheit, Heft 81, ibidem.*

(2) Toutes ces citations sont extraites de « Problèmes et méthodes de la linguistique » 2e édition PUF, Paris, 1963.

(3) Les problèmes théoriques de la traduction, NRF, Gallimard, Paris, 1963.

(4) Voir « Eléments de linguistique générale » 7e éd., Armand Colin, Paris, 1961.

(5) Deux parmi les plus importants sont le juriste autrichien Theodor Veiter et le sociologue allemand Heinz Kloss; ce dernier est l'auteur d'un monumental ouvrage: *Grundfragen der Ethnopolitik im 20. Jahrhundert*, Braumüller, Vienne 1969.

(6) Whorf, *Language, mind and reality*, in revue. « A review of general semantics » n. 3 pp. 167-168.

(7) François Fontan, *Ethnisme vers un nationalisme humaniste*, à compte d'auteur (Frassinio, Cuneo) Italie, 1961.

(8) Voir sur cette importante notion, Mikel Dufrenne « La personnalité de base, un concept sociologique ». Le philosophe de la Sorbonne écrit: « *L'unité d'une peuple est encore plus solide que l'unité de classe* ».

(9) Voir la thèse pour le doctorat en médecine de Jean Bothorel, « Essai sur l'inadaptation sociale du Breton », Paris, 1963.

(10) Dans son « expertise » sur le problème ju-rassien, le professeur Theodor Veiter fixe à trois générations le délai minimum pour une assimilation complète.

(11) Rappelons l'émouvant discours de M. Giu-

seppa Pella, prononcé le 13 Mai 1953 à propos des habitants de Trieste: « Il faut que la parole leur soit accordée; ils ont le droit de décider définitivement de leur sort... Nous nous prononçons en faveur d'un plébiscite sur tout le territoire, sur la base du principe démocratique de la volonté dûment constatée de la majorité... Notre proposition correspond à la tradition de tous les peuples civilisés: j'aimerais redire avec Luigi Einaudi que les idées sacrées du plébiscite du temps de notre *Risorgimento* renaissent et prouvent qu'elles sont loin d'être mortes ».

(12) C'est ce que le canton de Berne, avec lenteur sans doute, mais le seul Etat à notre connaissance en Europe à l'avoir fait, vient de concéder aux Jurassiens (révision de la Constitution cantonale par le referendum du 1er mars 1970).

(13) Voir, comme exemple de procédure juridiquement réglée, notre « projet de statut tendant à l'application du droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes et à la protection des minorités nationales et linguistiques au sein d'une Europe fédérée » in *Popoli e lingue d'Europa*, Ferro ed., Milan, 1968.

TABLEAU IRLANDAIS

La haine pend souriante au bout des fusils:
du haut du crucifix, Jésus accueille impuissant
les soldats qui enfoncent les portes des taudis.

Dans les yeux des petits garçons et des filles d'Irlande
grandit la mort qui les enrôle dans une humanité truande

Dans les cottages qui sentent la famille nombreuse et la tourbe
les hommes forgent pièce à pièce
l'engin qui tuera le juste et le fourbe
et sur les murs aux briques rouges ternies par le crachin,
les gosses comptent les trous des balles tirées
par les amis et par les assassins.

L'herbe et le trèfle sont encore verts,
comme ils étaient au temps des émigrations.
Avec les collines et le bleu des lacs,
ils restent indifférents aux explosions.

Les morts aussi:
sur les trottoirs, dans les maisons, sous les décombres,
ils abandonnent leurs corps et se rallient
aux cohortes de l'Irlande des ombres.
Leur sang qui tache pour quelques heures
les rues où retentissent les hauts-parleurs de la raison,
est vite lavé par la civilisation.

La haine flotte souriante en oriflammes aux croix;
Notre Père qui avez quitté les villes d'Irlande,
les hommes et même les bêtes dans les champs,
il ne nous reste que Votre nom
sanctifié encore dans les deux camps;
Votre règne n'est jamais arrivé
pour les Irlandais!

La haine oint souriante la prière:
les villes, les rues et même les croix sont en guerre.
Il y a aussi des prêtres,
parmi les héros et parmi les traîtres.

C'est pourquoi Dieu est parti
et l'herbe, le trèfle,
le martyr et le meurtrier,
n'ont rien compris,
les autres non plus...

EUPHORIE

Une sorte d'euphorie a salué en France et en Italie l'entrée de l'Angleterre, de l'Irlande, du Danemark et de la Norvège dans le Marché Commun. On cite des chiffres: l'Europe des Dix comptera 260 millions d'habitants (contre 205 des USA et les 244 de l'URSS), et détiendra le record des échanges commerciaux, de la flotte marchande, de la production d'acier, d'autos et de lait.

Mais, surtout, les Pays latins, incorrigibles imaginatifs, enfants terribles de l'Europe - paraissent tirer un véritable réconfort moral de l'adhésion britannique. Un peu comme si, doutant encore d'avoir été raisonnables, le ralliement de l'Angleterre et son approbation leur apportait une assurance qui leur manquait. Et, chose curieuse, ceci est plus sensible encore en France qu'en Italie.

C'est qu'en fait les Italiens ont cru à l'Europe unie avant les Français. Peu satisfaits de leur unité nationale qui ne leur avait pas apporté tout ce qu'ils en avaient escompté, ils se sont vite tournés vers une ambition plus grande. Je me souviens qu'en 1934, bien avant la seconde guerre mondiale et quand le fascisme tâchait de leur inculquer une aveugle foi dans le destin de l'Axo Rome-Berlin, je me trouvais en vacances sur une plage toscane où je liai conversation avec un humble pêcheur qui me parla avec chaleur de l'Europe unie. Ce cas n'était pas isolé à l'époque. Entraînés dans une alliance qu'ils sentaient aventureuse, ou tout simplement qu'ils ne « sentaient » pas, les Italiens cherchaient une issue qu'ils ne voyaient que dans une alliance plus grande encore. Des alliances avec l'une ou l'autre des puissances continentales, ils n'en avaient que trop connues et qui, toutes, les avaient inmanquablement déçus et plus ou moins ruinés.

Quant aux Français, bien installés dans leur hexagone depuis des siècles, en dépit de guerres sanglantes, ou justement à cause d'elles, qui leur faisaient sentir tout le prix de cette tranquillité si chèrement payée, habitués à exercer en Europe une sorte de souveraineté spirituelle, ils n'en demandaient pas plus et ne voyaient pas le nécessité de renoncer à leur position de prestige au profit d'une utopique Europe unie qui ne leur promettait apparemment rien de plus.

Puis il y eut la dure leçon de la défaite de 1945. Contraints de serrer la main de leurs adversaires, ils commencèrent à entrevoir

que l'humiliation serait moins grande si vainqueurs et vaincus s'unissaient au nom du continent. Encore n'étaient-ils pas tout à fait convaincus, d'une part, de la pureté de leurs motifs, d'autre part des avantages politiques que pouvait leur apporter cette abdication plus ou moins partielle. Les difficultés économiques leur fournirent enfin le bon motif, et le plan Schumann leur ouvrit la voie.

A l'heure actuelle, l'Italie salue donc le ralliement de l'Angleterre au continent comme un événement historique inéluctable et comme l'aboutissement logique du processus d'unification qui lui a paru nécessaire pour asseoir son équilibre politique, social et économique si durement contesté au cours de ce siècle. La France, plus sceptique et comme saisie, devant cette Europe naissante à laquelle elle ne voyait pas de raison de croire, de l'émerveillement craintif de l'apprenti sorcier, se réjouit avec plus de modération. Mais, dans l'ensemble, les deux soeurs latines ne semblent pas fâchées que ce qu'elles considéraient sans doute un peu comme une entreprise hasardeuse et semée d'embûches soit finalement couronnée par l'adhésion d'un pays aussi réaliste et pratique que la Grande Bretagne. Le raisonnement est clair: la Grande Bretagne a refusé une première fois d'adhérer à la CECA en 1951, quand les Travailleurs au pouvoir, se conformaient à la ligne socialiste de la neutralité partout; elle refusa une seconde fois de participer au relancement de Messine qui vit naître, en 1955, la CEE et l'Euratom. Ce n'est qu'après la crise de Suez - qui ébranla quelque peu sa confiance dans les USA, et après les premiers résultats prometteurs de la CEE que le gouvernement britannique manifesta quelque velléité de chercher les premiers contacts avec l'Europe des Six. Ces premières approches furent suivies de bien d'autres que les Six considéraient avec une certaine suspicion. Mais l'opiniâtreté avec laquelle elles furent poursuivies et leur aboutissement, aujourd'hui, dissipe toutes les craintes. Si l'Angleterre s'engage dans une entreprise c'est qu'elle y voit une « bonne affaire ». Une fois liée par les traités, elle ne pourra que contribuer au succès de cette affaire.

L'avenir nous dira si ce raisonnement logique est aussi un raisonnement politique et si M. Heath qui, selon le général de Gaulle « ne parlait pas comme les autres Anglais » a eu raison, pour l'Angleterre et pour l'Europe.

André Villiers

PETITS ET GRANDS PROGRES DE L'EUROPE

Commerce, industrie, tourisme et culture

Un laboratoire européen
à Heidelberg

Un grand laboratoire européen de biologie moléculaire, dont l'implantation est projetée depuis fort longtemps, sera créé à Heidelberg. A l'occasion d'une réunion exceptionnelle récente, qui s'est déroulée à Meyrin, près de Genève, la Conférence européenne de biologie moléculaire a décidé à l'unanimité de proposer Heidelberg aux gouvernements des quatorze États membres de la conférence. Etant donné que la conférence se compose de représentants plénipotentiaires de ces pays, l'accord des gouvernements est considéré comme une pure formalité.

Plusieurs États européens avaient à l'origine proposé leur candidature pour abriter cet important institut de recherches.

La biologie moléculaire cherche à élucider tous les phénomènes fondamentaux ayant trait à la vie. La biologie, la physique, la chimie et la médecine y sont confortablement représentés et y coopèrent étroitement. Le futur institut comprendra à titre permanent une soixantaine de chercheurs, et plus de 120 chercheurs y travailleront à titre temporaire.

Les coûts globaux de construction sont estimés à environ 14 millions de DM. La République fédérale s'est engagée à en verser 12. Une nouvelle tranche de 14 millions de DM sera nécessaire pour l'équipement initial de l'institut et de son laboratoire, qui doivent être terminés d'ici deux à trois ans et fonctionner à plein rendement au plus tard en 1975. La direction du projet a été confiée au professeur John Kendrew (Grande Bretagne), Prix Nobel de chimie en 1962.

Quand l'étude des marchés
prend des dimensions européennes

Cinq instituts spécialisés dans la prospection des marchés pour les biens d'investissement se sont groupés pour former une union européenne qui a pris le nom d'Egimar — European Group for Industrial Marketing, Management and Research. Ces instituts qui, dans les années passées, travaillaient déjà isolément pour le compte de quelques sociétés internationales, conservent leur indépendance propre mais ont réussi à coordonner leurs méthodes de travail de telle sorte qu'ils pourront effectuer une prospection comparable dans les différents pays. Les instituts ont leur siège en France, en Grande-Bretagne, en Italie, en République fédérale d'Allemagne et en Scandinavie.

Le partenaire allemand (Institut für Markt- und Werbeforschung Dr K. H. Strothmann, de Hambourg), est l'une des rares entreprises ouest-allemandes à s'être spécialisées dans la branche des biens d'investissements. Il travaille depuis 1963 pour des clients allemands et étrangers. Il a en outre signé un accord de coopération avec un institut de Budapest et fait partie d'un groupe d'études interdisciplinaire (Nordplan) pour les marchés urbains et régionaux en Allemagne de l'Ouest.

Citoyens d'honneur de Bruxelles

MM. Hallstein et Rey, anciens présidents de la Commission de la C.E.E., ont été faits citoyens d'honneur de la ville de Bruxelles, en reconnaissance de leurs mérites pour l'unification de l'Europe. Le professeur Walter Hallstein a dirigé la Commission de 1958 à 1967 et son successeur, M. Jean Rey, fut président jusqu'en juillet 1970.

Aménagement du territoire et cartographie en Europe

Sur invitation du gouvernement fédéral, une session européenne sur l'aménagement du territoire et la cartographie s'est déroulée à Bonn-Bad Godesberg.

Elle a été organisée en étroite association avec le Conseil de l'Europe et l'Office fédéral de recherches sur les connaissances géographiques et l'aménagement du territoire. A cette session ont assisté les représentants de 13 pays européens (la Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Danemark, la Finlande, la France, l'Italie, la Yougoslavie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse, l'Espagne et la Grande-Bretagne), de trois organisations internationales (Conseil de l'Europe, Communautés européennes, Conférence européenne des ministres des Transports), ainsi que des experts de l'Allemagne et de l'étranger.

En vue d'uniformiser la terminologie, les statistiques et les différentes méthodes cartographiques employées aux différents niveaux de planification, on a prévu un programme qui doit être mis au point dans le détail par trois sous-groupes de travail. L'automatisation de la production de cartes grâce au recours à l'informatique constitue un domaine tout spécialement digne d'intérêt.

La prochaine session du groupe européen de travail « Aménagement du territoire et cartographie » se déroulera fin avril 1972 à Enschede. L'invitation en a été faite par le gouvernement des Pays-Bas.

L'année 1972 devrait bien commencer, estiment les experts de l'O.C.D.E.

Dans leur rapport semestriel sur la situation économique et les perspectives des prochains mois, les experts de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) se montrent relativement optimistes. Mais, comme ils ont rédigé leur rapport avant que soit connu l'accord de Washington, ils ont pris soin de limiter leurs prévisions au

premier semestre de l'année prochaine et de ne pas dépasser le mois de juillet 1972.

Au cours des six prochains mois, le taux de croissance du produit national brut en volume des Etats-Unis devrait être de 6% en rythme annuel, celui du Canada de 6%, celui du Japon de 6% encore, celui de la France de 5,25%, celui de l'Allemagne de 2%, celui de l'Italie de 2,25% et enfin celui du Royaume-Uni de 3,25%. Cette accélération de la croissance — le taux moyen est de 5,25% par rapport à celui de 3,25% pendant l'ensemble de l'année 1971 — devrait permettre de réduire le chômage dont l'augmentation a été observée dans les principaux pays de l'O.C.D.E. En ce qui concerne les prix, les perspectives sont un peu moins brillantes, puisque, au premier semestre 1972, le rythme de l'inflation devrait être encore de 4,5%, ce qui est moins qu'en 1971 et en 1970, mais encore très supérieur au rythme d'inflation moyen des années 60 (2,9%).

L'actualité donne du relief à la thèse de l'O.C.D.E. sur les conséquences économiques du réajustement monétaire, puisque, comme on l'a déjà remarqué, les taux de change finalement retenus par les dix ministres à Washington sont très proches des hypothèses sur lesquelles les experts du château de la Muette avaient fondé leurs calculs. Selon ces experts, le rétablissement d'un excédent dans la balance commerciale américaine devrait être aisément supporté par les partenaires des Etats-Unis, d'autant que ce réajustement sera étalé dans le temps. Il sera d'ailleurs d'autant plus long à apparaître que le taux de croissance aux Etats-Unis sera plus rapide qu'ailleurs et qu'un taux d'expansion plus élevé entraîne en soi des répercussions défavorables sur la balance commerciale. « Ainsi, estiment les experts, l'état relatif des situations conjoncturelles pourrait bien retarder le rétablissement de la balance courante des Etats-Unis, ce qui tendrait à amortir l'influence déflationniste sur les autres pays et à la repousser jusqu'en 1973, époque à laquelle, à supposer que l'on ait suivi des politiques appropriées, la reprise devrait s'être confirmée dans les pays qui disposent actuellement d'un volant de ressources inutilisé d'une ampleur préoccupante ».

A travers l'Europe et le monde

minimums

par A.P.G

Prague et le « Thé des ambassadeurs »

Réunis à Prague les 25 et 26 janvier, les chefs des partis communistes et des gouvernements des 7 Pays membres du Pacte de Varsovie ont parlé de l'agression des U.S.A. en Indochine et de la Conférence de Sécurité et coopération en Europe. La réunion précédente du Comité consultatif politique de l'alliance avait eu lieu en décembre 1970 et bien des choses se sont passées depuis. A l'époque, c'était le problème allemand qui avait dominé les débats et si l'on pense à l'issue favorable qu'ils ont eue depuis il est permis de fonder quelques espoirs sur les résultats de la réunion de 1972.

* * *

La déclaration finale de la réunion propose pour cette conférence un ordre du jour plus précis que les autres documents publiés jusqu'à présent sur le même sujet et la mise au point d'un « système de sécurité européenne » est présentée comme l'objectif principal à atteindre. Ce « système de sécurité » met en cause à la fois les alliances européennes et la réduction des forces armées et des armements en Europe. Problèmes d'une telle ampleur et d'une telle complexité que, même si la réunion de Prague affirme que la conférence pourrait avoir lieu en 1972 on prévoit déjà que de multiples rencontres multilatérales préparatoires seront auparavant nécessaires, notamment la rencontre d'Helsinki, dans les mois à venir, déjà baptisée le « Thé des ambassadeurs ».

* * *

Cette dernière session de Prague avait été attendue avec une certaine curiosité. Curiosité en partie déçue: rien de nouveau n'en sort, si ce n'est un certain assouplissement du ton et des méthodes, dans le style de la diploma-

tie occidentale. La meilleure preuve en est que, sans doute par égard pour M. Ceausescu, qui participait à la réunion, le problème chinois n'a pas été officiellement abordé...

Ce qui appartient à l'Ouest comme à l'Est.

Après toutes les religions, tous les systèmes politiques et toutes les techniques, l'homme déçu redécouvre l'homme. C'est un peu une seconde Renaissance humaniste. Contraint de toutes parts, assourdi par le vacarme cacophonique des diverses idéologies, étouffé, minimisé par la machine, opprimé par des lois qu'il n'a pas voulues, supplicié par des polices que ne lui reconnaissent pas le droit de penser ou abêti par le bien être des Etats industrialisés, l'homme enfin se demande ce qu'on a fait de lui, ce que l'on veut en faire encore.

A l'Est, il cherche la voie d'un socialisme plus humain. L'homme au service de l'Etat socialiste ou l'Etat socialiste au service de l'homme?

A l'Ouest, il commence à se demander à quoi lui sert de pouvoir penser librement si le bien-être lui en enlève l'envie, si la machine l'en dispense?

Dans ce monde où l'on parle tant de communauté, il ne faudrait pas oublier que nous n'avons qu'un seul bien vraiment précieux, et que nous l'avons tous en commun, à l'Est et à l'Ouest: notre humanité. Celle qui faisait dire à un écrivain qui fut aussi un poète, Miguel de Unamuno: « Chaque jour je crois de moins en moins à la question sociale, ou politique, ou morale ou religieuse et à toutes les autres questions qui ont été inventées parce que l'on n'avait pas le courage d'affronter résolument l'unique vraie question, qui puisse nous intéresser, la question humaine, qui est la mienne, la tienne, la question qui est à nous tous ».

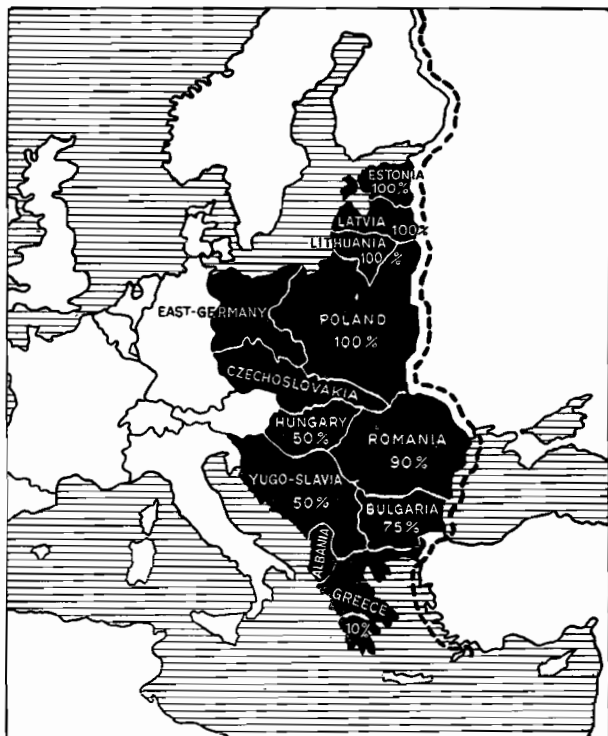
Europe de l'Est

Voici la carte de l'Europe de l'Est cédée par Churchill à la Russie le 9 octobre 1944 à Moscou. Cette division devait être sanctionnée à Jalta en février 1945.

Parfois superficielle, la terminologie des journaux et agences de presse n'en est pas moins significative. C'est ainsi qu'on ne parle plus guère en Europe, des Pays « satellites ». Si l'on pense que la Tchécoslovaquie a été « normalisée » dans des conditions dramatiques et qui n'ont rien à voir avec les rondes harmonieuses que les petites planètes dansent autour des grandes, si l'on pense que la Yougoslavie est depuis 23 ans sortie de l'orbite moscovite et que la Roumanie, depuis 1966, suit sans ambiguïté son exemple, il faut bien admettre que le peloton des Pays de l'Est ne constitue plus un système planétaire homogène et que l'image n'a plus guère de raison d'être.

La « satellisation » implique du reste un engagement et une servitude qui ne tardent guère à devenir trop lourds à supporter quand l'astre autour duquel on gravite n'est pas le bon. Nous citerons pour exemple, en ce qui regarde non plus l'Est, mais l'Ouest, le cas de l'Angleterre qui, abandonnant le « cap vers le grand large » cher à Winston Churchill, et qui n'était autre que le cap américain, est venue s'arrimer au continent.

Dans un autre esprit, voici que l'Europe de l'Est est inéluctablement attirée par la force centrifuge de la partie libre du continent européen. Il y eut d'abord, en 1970, la négociation des traités germano-soviétique et germano-polonais qui provoqua une certaine détente dans les relations Bonn-Moscou et, en conséquence, le règlement inespéré du problème de Berlin. L'accord intervenu au mois d'août dernier sur le statut de l'ancienne capitale vient compléter l'accord inter-allemand qui ouvre la voie à la ra-



tification des traités entre Bonn, Moscou et Varsovie et, sans doute, à la conférence européenne de sécurité. Quant à l'accord inter-allemand, il a pour corollaire la reconnaissance implicite de deux Allemagnes qui ne tarderont probablement pas à entrer aux Nations Unies.

Un nouveau dynamisme européen est en train de naître, qui échappe de plus en plus au contrôle de la Russie et pousse à exclure les divisions et les heurts dans le noyau occidental. Dans ces conditions il paraît difficile d'imaginer que ce noyau n'attire pas invinciblement le noyau oriental. Paraphrasant Lapalisse on pourrait dire que l'Europe unie ne se fera que dans l'union. Mais cette vérité première n'est pas aussi saugrenue qu'elle en a l'air: il s'agit là d'une série d'unions, d'une réaction en chaîne dont le processus est irréversible. Provoqué parfois par des raisons économiques (la création artificielle du COMECON contre laquelle s'est révoltée la Roumanie) toujours soutenu par la nostalgie des grands principes européens, liberté et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, un principe que le Président Tito et M. Ceausescu ne cessent de proclamer avec insistance, ce processus ne s'arrêtera plus.

bulletin européen

ont collaboré ou collaborent:

Konrad ADENAUER, P. E. ARGENTIERI, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECHLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, Giorgio DI DOMENICO, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE G. van ESBROECK, W.N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Eugenio GATTO, Pietro GERBORE, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL-TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Angelo MORRETTA, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Erich MULHMANN, Pier Fausto PALUMBO, Costas PAPANOS, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LOETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Tom STACEY, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOORLICH, Paul Van ZEELAND.

bulletin européen

Rédacteur responsable: A. PELLEVA NT GINI

Direction - Rédaction: Largo Chigi, 19 - ROME
Tél. 672.578

ABONNEMENTS

Italie	Lires 2.000	Etranger	Dollars 3,—
Abonn. d'Honneur	5.000	Abonn. d'Honneur	10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile **Universitas Personarum Dragan** - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15.12.1951
studio tipografico, p. del popolo 3, roma